

23 AKTUELLES AUS DEN INSTITUTIONEN

10. Jahrgang
03. Juni 2026

Inhaltsverzeichnis

NEUES AUS DEN PARLAMENTEN	3
PARLAMENT DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	3
ABGEORDNETENKAMMER.....	3
SENAT	4
PARLEMENT DE WALLONIE.....	4
VLAAMS PARLEMENT	5
PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES.....	6
PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE (PRB).....	6
NEUES AUS DEN REGIERUNGEN	7
REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	7
FÖDERALREGIERUNG	15
BELGISCHE NATIONALBANK	17
VLAAMSE REGERING	17
GOUVERNEMENT DE WALLONIE	18
KONZERTIERUNGSAUSSCHUSS	19
EUROPA UND REGIONALE ZUSAMMENARBEIT.....	21
EUROPÄISCHER AUSSCHUSS DER REGIONEN (AdR)	21
BELGISCHES STAATSBLETT.....	22
QUELLENVERZEICHNIS	29

Neues aus den Parlamenten



Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

AKTUELLE TERMINE

Ausschusssitzungen:

Montag, 08.06.2026

Ausschuss I für allgemeine Politik und Zusammenarbeit, Finanzen, lokale Behörden, Raumordnung, Energie, nachhaltige Entwicklung und Wirtschaftsförderung

[Tagesordnung](#)

Dienstag, 09.06.2026

Ausschuss II für Kultur, Erwachsenenbildung, Tourismus, Denkmal- und Landschaftsschutz

[Tagesordnung](#)

Mittwoch, 10.06.2026

Ausschuss IV für Gesundheit, Soziales, Familie und Wohnungswesen

[Tagesordnung](#)

Donnerstag, 11.06.2026

Ausschuss III für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung

[Tagesordnung](#)

Dokument Nr. [147](#) (2025-2026) Nr. 1 21.05.2026

Vorstellung der Rahmenplanreform, einschließlich der Einbindung von sozial-emotionalem Lernen in die Rahmenpläne – Ausschussbericht

 **DE KAMER BE
LA CHAMBRE BE**
Abgeordnetenkommer

ORDRE DU JOUR DES SÉANCES PLÉNIÈRES

Semaine du 1er au 5 juin 2026

Jeudi, 04/06/2026

Questions orales

Projet de loi et propositions

1. - Projet de loi modifiant la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses, n°s [56K1475](#)/1 à 5.

- Proposition de résolution relative à l'octroi d'une indemnité de maladie et d'invalidité pour les fonctionnaires statutaires en cas d'incapacité de travail, n°s [56K0828](#)/1 et 2.

2. - Proposition de modification du règlement de la Chambre des représentants visant à y apporter des corrections techniques au titre Ier et au titre II, n°s [56K1508](#)/1 à 6.

- Proposition de modification du règlement de la Chambre des représentants visant à y actualiser la procédure budgétaire, n°s [56K1509](#)/1 à 3.

- Proposition de modification du règlement de la Chambre des représentants visant à y actualiser la terminologie budgétaire, n°s [56K1510](#)/1 à 3.

- Proposition de modification du règlement de la Chambre des représentants visant à y actualiser les dénominations des organes de la Chambre, n°s [56K1511](#)/1 à 3.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances en vue d'interdire l'exclusion de la tentative de suicide ou du suicide dans les assurances voyage, n°s [56K0951](#)/1 à 7.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue d'y insérer des critères clairs, justes et précis de régularisation pour les personnes en situation de séjour irrégulier sur le territoire du Royaume et instituant une Commission indépendante de régularisation, n°s [56K0036](#)/1 et 2.

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de loi modifiant la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral et la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes, afin de prévoir un dispositif légal de repli dans le cadre de la coordination budgétaire inter-fédérale, n° [56K1569](#)/1.

2. Proposition de loi visant à adapter le Code des impôts sur les revenus 1992 à l'économie numérique, n° [56K1572](#)/1.

3. Proposition de loi modifiant l'ancien Code civil et le Code judiciaire en vue d'autoriser l'adoption plénière de personnes majeures dans des cas exceptionnels, n° [56K1573](#)/1.

4. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne le dégrèvement d'office d'erreurs tacitement acceptées entachant une proposition de déclaration simplifiée, n° [56K1576](#)/1.

5. Proposition de résolution visant à doter le télétravail d'un cadre moderne et à renforcer le droit à la déconnexion, n° [56K1577](#)/1.

6. Proposition de résolution visant à simplifier et à renforcer l'attractivité du rail européen de et vers la Belgique, n° [56K1578](#)/1.

7. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la déductibilité des frais afférents aux véhicules de société, en vue de renforcer l'autonomie stratégique européenne, n° [56K1580](#)/1.

8. Proposition de loi visant à supprimer en principe la possibilité pour le CPAS de récupérer les frais exposés au titre de l'aide sociale dans le cadre de l'admission de personnes âgées en maison de repos, n° [56K1581](#)/1.

9. Proposition de loi modifiant la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration et la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, en vue de l'utilisation d'une intelligence artificielle sûre, transparente et européenne, n° [56K1583](#)/1.

10. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 12 octobre 2010 fixant les conditions d'agrément et la procédure d'agrément pour les éditeurs des titres-repas, chèques sport/culture, écochèques et chèques consommation sous forme électronique, exécutant les articles 183 à 185 de la loi du 30 décembre 2009 portant des dispositions diverses, afin de verser le solde des titres-repas et des écochèques inutilisés au fonds budgétaire de l'aide alimentaire, n° [56K1584](#)/1.

11. Proposition de résolution visant à lutter plus efficacement contre la criminalité au sein du marché de l'art, n° [56K1585](#)/1.

12. Proposition de modification du règlement de la Chambre des représentants en vue de modifier certains modes de votation en séance plénière pour plus d'inclusivité et de transparence dans les travaux parlementaires, n° [56K1586](#)/1.

Votes nominatifs

1. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de Mme Greet Daems (PVDA-PTB) et M. Khalil Aouasti (PS) au ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et de la Coopération au développement sur "les évacuations depuis Gaza" (n°s [265](#) et [269](#)).

2. sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Khalil Aouasti (PS) au premier ministre sur "les décisions du kern de septembre 2025 sur Gaza" (n° [270](#)).

3. sur le projet de loi et les propositions terminés.

Dokument Nr. [56K1586](#) 28.05.2026

Proposition de modification du règlement de la Chambre des représentants en vue de modifier certains modes de votation en séance plénière pour plus d'inclusivité et de transparence dans les travaux parlementaires.

Dokument Nr. [56K1583](#) 28.05.2026

Proposition de loi modifiant la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration et la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, en vue de l'utilisation d'une intelligence artificielle sûre, transparente et européenne.

Dokument Nr. [56K1581](#) 27.05.2026

Proposition de loi visant à supprimer en principe la possibilité pour le CPAS de récupérer les frais exposés au titre de l'aide sociale dans le cadre de l'admission de personnes âgées en maison de repos.

Dokument Nr. [56K1577](#) 26.05.2026

Proposition de résolution visant à doter le télétravail d'un cadre moderne et à renforcer le droit à la déconnexion.

Dokument Nr. [56K1538](#) 26.05.2026

Projet de loi portant l'introduction d'un pourcentage de limitation dans le régime de pension des travailleurs salariés.



Senat

Dokument Nr. [8-210](#) 10.03.2026

Projet de loi portant la réforme des pensions



Parlement de Wallonie

SEANCE PLENIERE: 03/06/2026

1 – PRISES EN CONSIDÉRATION

2 – PROJET DE DÉCRET

1. Projet de décret modifiant le décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et des aérodromes relevant de la Région wallonne (Doc. [545](#) (2025-2026) N° 1, 1bis à 3)

Éventuellement :**3 – PROPOSITION DE DÉCRET**

1. Proposition de décret modifiant les articles 3, 4, 8, et 8/1 du décret du 28 avril 2016 Prêt « Coup de Pouce », déposée par MM. Maillen, de Wasseige, Borsus, J.-P. Bastin, Mmes Laffut et Lazaron (Doc. [567](#) (2025-2026) N° 1)

4 – PROPOSITION DE RÉOLUTION

1. Proposition de résolution visant à renforcer la prévention contre les guets-apens homophobes et la sécurité des personnes LGBTQIA+, déposée par Mmes Roberty, Muratore, M. Lefèbvre, Mmes Lambelin, Greco et M. Witsel (Doc. [549](#) (2025-2026) N° 1 à 4)

5 – PROJETS DE MOTION

1. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de M. Hazée à M. Dolimont, Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, des Relations internationales et du Bien-être animal, sur la volonté du Gouvernement de reporter les directives européennes RED III et PEB IV par M. Hazée (Doc. [571](#) (2025-2026) N° 1), par Mme Özen (Doc. [572](#) (2025-2026) N° 1) et par Mme Mauel, MM. Resinelli et Tzanetatos (Doc. [573](#) (2025-2026) N° 1)

2. Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de Mme Aït Alouha à M. Coppieters, Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Économie sociale, sur l'exposition au cadmium en Wallonie par Mme Aït Alouha (Doc. [576](#) (2025-2026) N° 1)

Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de Mme Dejardin à M. Coppieters, Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Économie sociale, sur l'abandon du Gouvernement wallon face à la problématique du cadmium par Mme Dejardin, M. Lepine et Mme Roberty (Doc. [577](#) (2025-2026) N° 1)

Projet de motion déposé en conclusion des interpellations de Mme Aït Alouha à M. Coppieters, Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Économie sociale, sur l'exposition au cadmium en Wallonie et de Mme Dejardin à M. Coppieters, Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Économie sociale, sur l'abandon du Gouvernement wallon face à la problématique du cadmium par Mmes Jacqmin et Durrenne (Doc. [578](#) (2025-2026) N° 1)

3. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de M. Hazée à M. Desquesnes, Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux, sur la hausse programmée jusqu'à 40 pour cent des tarifs pratiqués par le TEC par Mme Hanus et M. Lefèbvre (Doc. [579](#) (2025-2026) N° 1), par M. Hazée (Doc. [580](#) (2025-2026) N° 1) et par Mme Fafchamps et M. Maroy (Doc. [581](#) (2025-2026) N° 1)

4. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de M. Hazée à M. Desquesnes, Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux, sur l'opacité totale autour du vote électronique par M. Hazée (Doc. [582](#) (2025-2026) N° 1) et par Mme Fafchamps et M. Chintinne (Doc. [583](#) (2025-2026) N° 1)

**Vlaams Parlement****Dokument Nr. [869](#) (2025-2026) nr. 1
29.05.2026**

Ontwerp van programmadecreet bij de aanpassing van de begroting 2026

**Dokument Nr. [868](#) (2025-2026) nr. 1
28.05.2026**

Conceptnota voor nieuwe regelgeving over het nauwer aansluiten van het onderwijs op de arbeidsmarkt

**Dokument Nr. [866](#) (2025-2026) nr. 1
27.05.2026**

Voorstel van resolutie over het afstemmen van taal(integratie)trajecten van leerlingen en hun ouders via een structurele samenwerking tussen het basis- en het volwassenenonderwijs

**Dokument Nr. [864](#) (2025-2026) nr. 1
27.05.2026**

Ontwerp van decreet tot wijziging van diverse decreten betreffende het onderwijs in de gemeenschapsinstellingen die ter uitvoering van het jeugdelinquentierecht zijn opgericht

Wat werd er beslist in de plenaire vergadering van 27 mei?

29 mei 2026

Het Vlaams Parlement komt wekelijks samen in de plenaire vergadering. Eerst hield het parlement een rouwhulde voor de slachtoffers van het ongeval in Buggenhout. Daarna kwamen er [actuele vragen](#) aan bod en werd er gestemd over drie ontwerpen van decreet en een voorstel van decreet.

Erkenningen voor radio-omroeporganisaties verlengd

Het Vlaams Parlement keurde een ontwerp van decreet goed dat de erkenningen voor netwerkradio-omroeporganisaties en lokale radio-omroeporganisaties verlengt. Zo worden de termijnen van die erkenningen beter op elkaar afgestemd.

De maatregel moet zorgen voor meer duidelijkheid voor de radiosector. Later volgt nog een bredere aanpassing van de regelgeving rond radio.

Aanpassingen aan het Jeugddecreet

Het Vlaams Parlement keurde ook een ontwerp van decreet goed dat het Jeugddecreet wijzigt. Het gaat onder meer over de luisterlijn, het JoKER, de subsidievoorwaarden, de werkingssubsidies en de projectsubsidies voor jeugdverenigingen.

Extra taalmaatregelen in het onderwijs

Het Vlaams Parlement keurde een ontwerp van decreet goed met extra taalmaatregelen in het onderwijs. Het decreet wijzigt onder meer het decreet basisonderwijs en het decreet over de kwaliteit van onderwijs.

Met de maatregelen wil de Vlaamse Regering sterker inzetten op Nederlands in het onderwijs. Zo gaat het onder meer over taalondersteuning, taal-experten op school, taalheldklassen en de uitbreiding van de KOALA-screening.

Wetteren verhuist naar de Denderregio

Het Vlaams Parlement keurde daarnaast een voorstel van decreet goed dat de bijlage bij het Regio-decreet wijzigt. Daardoor kan de gemeente Wetteren overstappen van de referentieregio Gent naar de Denderregio.

Wetteren was zelf vragende partij voor die overstap. De gemeente werkte historisch al nauw samen met gemeenten uit de Denderregio. Ook worden de benamingen aangepast van de fusiegemeenten die sinds 1 januari 2025 zijn ontstaan.

In onze terugblik op de plenaire vergadering bespreken we enkel ontwerpen en voorstellen van decreet en voorstellen van resolutie die werden goedgekeurd. Het volledige verslag van de plenaire vergadering vind je [hier](#).

Wat zijn de gevolgen van het laattijdig indienen van het Sociaal Klimaatplan bij Europa?

26 mei 2026

België heeft de deadline overschreden voor indiening van zijn Sociaal Klimaatplan bij de Europese Commissie. De vertraging is te wijten aan het uitblijven van een beslissing over de intra-Belgische verdeling van de inspanningen, de zogenaamde burden sharing. Welke knelpunten zorgden precies voor de vertraging? ... [verder lezen](#)



Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Dokument Nr. [269](#) (2025-2026) 27.05.2026

Rapport annuel 2025 de la Dette publique de la Fédération Wallonie-Bruxelles / Communauté française de Belgique



Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (PRB)

Dokument Nr. Fiche [A-288](#)/1-25/26 21.04.2026

Proposition d'ordonnance modifiant le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Énergie en vue de renforcer l'accompagnement des ménages et les mécanismes de soutien à la rénovation énergétique.

Neues aus den Regierungen



Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

87. Sitzung vom 21. Mai 2026

TOP 3: Unterzeichnung eines Unterstützungsschreibens durch die Deutschsprachige Gemeinschaft zur Unterstützung der Absichtserklärung zur grenzüberschreitenden Zusammenarbeit zwischen den Hochschulen in der Euregio Maas-Rhein

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt die Unterzeichnung eines Unterstützungsschreibens zur Unterstützung der Absichtserklärung zur grenzüberschreitenden Zusammenarbeit („Memorandum of Understanding“) zwischen den elf Hochschulen der Euregio Maas-Rhein im Rahmen der OECD-Konferenz am 27. Mai 2026 in Maastricht.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Mit Unterstützung des Europäischen Verbundes für territoriale Zusammenarbeit Euregio Maas-Rhein (EVTZ EMR) wurde im März 2025 eine Absichtserklärung zur grenzüberschreitenden Kooperation durch die fünf Universitäten der Euregio Maas-Rhein (EMR) unterschrieben. Die elf Hochschulen der EMR möchten ebenfalls ihre Zusammenarbeit intensivieren und am 27. Mai 2026 im Rahmen der OECD-Konferenz in Maastricht eine Absichtserklärung zur grenzüberschreitenden Zusammenarbeit („Memorandum of Understanding“) unterzeichnen. Mit der Absichtserklärung bekunden die Hochschulen ihren Willen, die Zusammenarbeit in Bildung, Innovation und regionaler Entwicklung weiter auszubauen. Die Autonome Hochschule Ostbelgien ist Unterzeichner des Memorandums. Sie beabsichtigt, die bereits bestehende grenzüberschreitende Zusammenarbeit mit Universitäten und Hochschulen weiter auszubauen.

Die Deutschsprachige Gemeinschaft begrüßt die Initiative der elf Hochschulen und bekräftigt dies mit der Unterzeichnung des Unterstützungsschreibens am 27. Mai 2026.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Der vorliegende Beschluss hat keine finanziellen Auswirkungen.

TOP 4: Bestellung von Vertretern der Gemeinden des deutschen Sprachgebiets in den Adressausschuss

1. Beschlussfassung:

Die Regierung beschließt, folgende Vertreter der Gemeinden des deutschen Sprachgebiets in den Adressausschuss zu bestellen:

- Herrn Kim Wilden, Gemeinde Eupen, als effektiver Vertreter
- Frau Heike Gerretz, Gemeinde Sankt-Vith, als Ersatzvertreter

Die Regierung beschließt, das Mandat folgender Vertreter der Gemeinden des deutschen Sprachgebiets im Adressausschuss zu beenden:

- Ralph Rozein, Gemeinde Eupen, effektiver Vertreter
- Aline Brockmans, Gemeinde Lontzen, Ersatzvertreterin

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen, wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Artikel 7 des Zusammenarbeitsabkommens vom 17. Juli 2019 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Vereinheitlichung der Art und Weise der Referenzierung von Adressen und der Verknüpfung von Adressdaten sieht vor, dass ein Adressausschuss gebildet wird, der sich aus Vertretern der Verwalter (d.h. die Regionen) und Gemeinden und einer Delegation von unterschiedlichen Partnern zusammensetzt. Das Abkommen sieht vor, dass die Gemeinden des deutschen Sprachgebiets durch einen Vertreter repräsentiert werden.

Der Adressausschuss hat folgende Aufgaben:

- Erarbeitung eines Adressenmodells und eines Aktionsplans zur Förderung des Austauschs von Adressdaten sowie deren gemeinsamen Nutzung;
- Einrichtung und Koordinierung einer Plattform für den Datenaustausch, um die Verknüpfung und Zugänglichkeit der Adressregister zu ermöglichen.

Das vorerwähnte Zusammenarbeitsabkommen vom 17. Juli 2019 bildet die Nachfolge eines fast identischen Zusammenarbeitsabkommens vom 22. Januar 2016. Letzteres wurde zwar nicht aufgehoben, faktisch wird dieses aber nicht mehr angewendet. Da das Abkommen vom 22. Januar 2016 nicht mehr angewendet wird, gleichzeitig Vertreter in Anwendung des neuen Abkommens bestellt werden, wird das Mandat der bisherigen Vertreter ausdrücklich beendet.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 5: Beschluss zur Vergabe eines öffentlichen Bauauftrags für die Erneuerung der Dachkuppeln der bestehenden Tennis- und Mehrzweckhalle

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Beschluss zur Vergabe eines öffentlichen Bauauftrags für die Erneuerung der Dachkuppeln der bestehenden Tennis- und Mehrzweckhalle im Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen, wird mit der Durchführung des Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die Veröffentlichung des Lastenheftes des öffentlichen Bauauftrages „die Erneuerung der Dachkuppeln der bestehenden Tennis- und Mehrzweckhalle im Verhandlungsverfahren“ wurde am 19. März 2026 genehmigt (Referenz: EXX-20260319-OP-412).

Am 20. März 2026 wurde das Lastenheft im Verfahren ohne Bekanntmachung über die Plattform e-Procurement an drei potenzielle Bieter zugesendet. Die Angebotseröffnung erfolgte am 13. April 2026 über die Plattform e-Procurement.

Ein Angebot wurde frist- und formgerecht elektronisch eingereicht:

- Dach- und Bauschreinerei Quetsch Guido

Der Bieter wurde in Bezug auf das Zugangsrecht geprüft. Das Angebot des Unternehmens Dach- und Bauschreinerei Quetsch Guido wurde als regelkonform gewertet.

Die detaillierte Prüfung ist dem beigefügten Submissionsbericht zu entnehmen.

Die Bewertung der Angebote auf Grundlage der in den Ausschreibungsunterlagen festgelegten Zuschlagskriterien konnte entfallen, da es sich lediglich um ein einzelnes konformes Angebot handelte.

Der Auftrag wird an das Unternehmen Dach- und Bauschreinerei Quetsch Guido zum Preis von 33.175,25 € ohne Mehrwertsteuer (0 % – Vertragspartner) vergeben.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Genehmigung der Vergabe des Bauauftrags führt zu finanziellen Auswirkungen in Höhe von 33.175,25 € ohne Mehrwertsteuer.

Der Auftrag wird zu Lasten der Haushaltszuweisung 74.22 im Investitionshaushalt des Organisationsbereichs 20 im Programm 00 des Ausgabenhaushaltplanes der DgG Gemeinschaftszentren abgewickelt.

TOP 6: Erlass der Regierung zur Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung – Gebühr für Beschwerdeverfahren im Städtebau

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in zweiter Lesung den Vorentwurf eines Erlasses der Regierung zur Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 das Gutachten in einer 30-Tages-Frist zu beantragen.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen, wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Der Erlass dient der Umsetzung des Artikels D.IV.63 §4 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung (GRE). Hierin wird die Regierung beauftragt eine Gebühr für Beschwerden bei der Regierung in Sachen Städtebau zu erheben und deren Höhe festzulegen.

Ausgehend von Gebühren zu Antragsverfahren wird hier vom Wert der Bearbeitungsgebühr einer Globalgenehmigung der Klasse II indiziert (Verbraucherpreisindex Dezember 2025) ausgegangen (rechnerisch ca. 230€) und auf 250€ aufgerundet. Dies erscheint für künftige Anpassungen die sinnvollste Variante, da es gängiges Vorgehen ist, jährliche Anpassungen ausgehend vom Verbraucherpreisindex des Monats Dezember des Vorjahres zu berechnen. Eine Anpassung dieser Gebühr würde damit erst bei Überschreitung des Wertes von 250€ wieder anzustreben sein.

Die Entrichtung dieser Gebühr ist ebenso in Anlehnung an das Vorgehen bei Globalgenehmigungen durch eine Kopie der Zahlungsbestätigung oder der Abbuchungsanzeige bei Einreichung der Beschwerde zu belegen, um den Verwaltungsaufwand so gering und überschaubar wie möglich zu halten.

Der Beirat für Raumordnung hat eine positive Stellungnahme formuliert.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 11: Vorentwurf eines Dekretes zur endgültigen Abrechnung des Rechnungsjahres der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2025

1. Beschlussfassung:

Die Regierung beschließt gemäß den Artikeln 38 und 40 des Dekretes vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft den Vorentwurf eines Dekretes zur endgültigen Abrechnung des Rechnungsjahres 2025.

Der Ministerpräsident wird beauftragt, dem Rechnungshof die Dokumente zu übermitteln.

2. Erläuterungen:

Das Dekret zur endgültigen Abrechnung des Rechnungsjahres der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2025 umfasst die in Artikel 38 Absatz 2 des Dekretes vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft beschriebenen Dokumente.

Das Dekret beinhaltet unter anderem die konsolidierte Haushaltsausführungsrechnung und den konsolidierten Jahresabschluss. Diese Dokumente stellen die Daten der einzelnen Jahresabschlüsse der Hauptverwaltung, der Dienste mit getrennter Geschäftsführung, der Einrichtungen öffentlichen Interesses und des Parlamentes in verdichteter Form dar.

Nachstehend auszugsweise die konsolidierten Salden der Haushaltsverrichtungen der Dienste und Einrichtungen der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Konsolidierter Bruttosaldo:	3.414.522,09
(Haushaltsergebnis)	
Konsolidierter Nettosaldo:	-73.755.531,87
(Norm Hoher Finanzrat)	

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 12: Vorentwurf des Dekretes zur dritten Anpassung des Dekretes vom 12. Dezember 2024 zur Festlegung des Haushaltsplans der Einnahmen und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2025

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Vorentwurf des Dekretes zur dritten Anpassung des Dekretes vom 12. Dezember 2024 zur Festlegung des Haushaltsplans der Einnahmen und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2025.

Der Ministerpräsident wird beauftragt, dem Rechnungshof die Dokumente zu übermitteln.

2. Erläuterungen:

In Vorbereitung auf die Zertifizierung des korrigierten Jahresabschlusses der Hauptverwaltung 2025 durch den Rechnungshof muss der Haushalt 2025 ein drittes Mal angepasst werden.

In Anwendung von Artikel 32 §3 des Dekretes vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft besteht bei Gehaltskosten, Pensionen, gelegentlichen Prämien und anderen besonderen Zulagen ab dem Zeitpunkt der Verrichtung der Leistung eine Zahlungsverpflichtung. Dies hat zur Folge, dass der Haushalt 2025 der Deutschsprachigen Gemeinschaft ein drittes Mal angepasst werden muss, da die veranschlagten Kredite zur Verbuchung der Gehaltskosten im Unterrichtswesen nicht ausreichen.

In den Jahren 2016 – 2019 wurden auf Grundlage von Artikel 9 des Abkommens vom 26. November 1998 Forderungen gegenüber der Wallonischen Region für Projekte im Bereich der Telekommunikation verbucht. Da die hierfür zuständige gemischte Arbeitsgruppe seit dem Jahr 2016 nicht mehr getagt hat, sind die vertraglichen Voraussetzungen für die Auszahlung der entsprechenden Mittel jedoch nicht erfüllt. Infolgedessen können für diesen Zeitraum keine Forderungen mehr geltend gemacht werden. Die bereits in den Büchern erfassten Forderungen müssen daher storniert werden.

Aus diesem Grund muss die Zuweisung 20.00_12.11 „Allgemeine laufende Ausgaben“ um 212.000 € (VE) bzw. 125.000 € (AE) erhöht werden. Die Zuweisungen 20.13_12.11 „Allgemeine laufende Ausgaben“ sowie 20.15_12.11 „Allgemeine laufende Ausgaben“ werden entsprechend gemindert.

In Summe haben diese Anpassungen jedoch keinen Einfluss auf das Ex-Ante Haushaltsergebnis 2025, da alle zusätzlichen Mittel durch Minderausgaben kompensiert werden können.

Darüber hinaus werden die Tabellen der genehmigten Verpflichtungsermächtigungen bei den Diensten mit getrennter Geschäftsführung aufgrund der vorgenommenen dritten Haushaltsanpassung des Dienstes mit getrennter Geschäftsführung „Robert-Schuman-Institut“ angepasst.

Damit der Rechnungshof bereits im Vorfeld der Zertifizierung über diese Informationen verfügt, soll dieser Vorentwurf bereits zum jetzigen Zeitpunkt übermittelt werden.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 13: Erlass der Regierung zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Raumordnung

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Raumordnung.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Das Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung (GRE) sieht im Buch I, Kapitel III Ausschüsse und Kommissionen, Abschnitt 1, die Einberufung eines Beirats für Raumordnung vor (vgl. Art. D.I.4 GRE).

Der Beirat für Raumordnung ist ein Gremium, in dem Fachexperten sowie Vertreter verschiedener Organisationen über Themen der Raumordnung beraten. Er gibt Stellungnahmen ab zu:

- den Raumordnungs- und Stadtplanungsinstrumenten;
- den von der Regierung erteilten Genehmigungen, für die es zwingende Gründe des Allgemeininteresses gibt;
- den Zielen eines Projekts unter Berücksichtigung der in Artikel D.I.1 angegebenen Ziele und über die Qualität der Umweltverträglichkeit für bestimmte Fälle.

Darüber hinaus berät der Beirat die Regierung in sämtlichen Fragen der städtischen oder ländlichen Raumentwicklung, der Raumordnung und des Städtebaus.

Gemäß Art. D.I.5.1 §1 des GRE bestellt die Regierung den Vorsitzenden, die effektiven Mitglieder und die stellvertretenden Mitglieder des Beirats auf Vorschlag der im Beirat vertretenen Organisationen.

Die Mandatszeit beträgt höchstens fünf Jahre und kann verlängert werden.

Die Mandate der Mitglieder, die durch den Erlass der Regierung vom 27. Mai 2021 bestellt wurden, enden am 26. Mai 2026. Eine Neubesetzung des Beirats ist daher erforderlich.

Der Beirat besteht neben dem Vorsitzenden aus den folgenden effektiven Mitgliedern sowie den jeweiligen stellvertretenden Mitgliedern:

- zwei Vertreter der Gemeinden des deutschsprachigen Sprachgebiets;
- zwei Vertreter des Wirtschafts- und Sozialrates der Deutschsprachigen Gemeinschaft, wovon ein Vertreter der Arbeitnehmerorganisationen und ein Vertreter der Arbeitgeberorganisationen;
- ein Vertreter der Umweltorganisationen;
- ein Vertreter des Landwirtschaftssektors;

- ein Vertreter von Organisationen im Bereich der Wirtschaftsförderung;
- drei Fachleute im Bereich Raumordnung und Städtebau, darunter mindestens ein Architekt und ein Stadtplaner.

Zudem nimmt ein Vertreter des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft mit beratender Stimme an den Sitzungen des Beirats teil.

Das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft sorgt für das Sekretariat des Beirats.

Folgende Besetzung wird durch den Erlass der Regierung zur Bestellung der Mitglieder des Beirats verabschiedet:

Organisation	Effektives Mitglied	Stellvertretendes Mitglied
Gemeinden (1/2)	Mario Pitz	Rainer Hintemann
Gemeinden (2/2)	Rainer Stoffels	Odette Chantraine
Wirtschafts- und Sozialrat Arbeitgeber	Samuel Deneffe	Nico Wolff
Wirtschafts- und Sozialrat Arbeitnehmer	Thomas Tychon	Danny Laschet
Umweltorganisationen	Stephanie Terren	Gerhard Reuter
Landwirtschaftssektor	Michael Dahlen	Ingrid Mertes
Wirtschaftsförderung	Nathalie Klinkenberg	Christine Hahn
Fachleute (1/3)	Dr. Mehmet Çelik	Philippe Laschet
Fachleute (2/3)	Christina Ladikos	Daniel Blaise
Fachleute (3/3)	Heinz Winters	Cornelia Lehnen
Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft	Dr. Lucyna Zalas	Kay Raddatz

Als Vorsitzender wird Herr Volker Klinges bestellt. Den stellvertretenden Vorsitz übernimmt Frau Ingrid Mertes.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Mitglieder des Rates erhalten eine Fahrtentschädigung und Anwesenheitsgelder, gemäß dem Regierungserlass vom 12. Juli 2001 zur Harmonisierung der Anwesenheitsgelder und Fahrtentschädigungen in Gremien und Verwaltungsräten der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Die damit einhergehenden Kosten sind im OB 50, Programm 22 Zuweisung 12.11 vorgesehen.

TOP 14: Beschluss zur Vergabe eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags für die Studien-, Planungs- und Ausführungsleistungen im Bereich Ingenieurwesen sowie Sicherheitskoordination zur Erneuerung von Ver- und Entsorgungsleitungen für den Sport- und Ferienpark Worriken

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Beschluss zur Vergabe eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags für die Studien-, Planungs- und Ausführungsleistungen im Bereich Ingenieurwesen sowie Sicherheitskoordination zur Erneuerung von Ver- und Entsorgungsleitungen für den Sport- und Ferienpark Worriken im Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen, wird mit der Durchführung des Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die Veröffentlichung des Lastenheftes des öffentlichen Dienstleistungsauftrages „Studien-, Planungs- und Ausführungsleistungen im Bereich Ingenieurwesen sowie Sicherheitskoordination zur Erneuerung von Ver- und Entsorgungsleitungen“ im Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung wurde am 19. März 2026 genehmigt (Referenz: EXX/2026/19.03/1054).

Am 24. März 2026 wurde das Lastenheft im Verfahren ohne Bekanntmachung über die Plattform e-Procurement an drei potenzielle Bieter zugesendet. Die Angebotseröffnung erfolgte am 20. April 2026 über die Plattform e-Procurement.

Drei Angebote wurden frist- und formgerecht elektronisch eingereicht:

- H. Berg & associés
- NG Infra
- SML Ingenieurs Conseils

Die Bieter wurden in Bezug auf das Zugangsrecht geprüft. Alle drei Angebote wurden als regelkonform gewertet.

Es wurde gemäß den Verfahrensregeln eine Verhandlungsphase eingeleitet. Alle 3 Bieter wurden am 04. Mai 2026 aufgefordert, im Rahmen der in diesem Verfahren vorgesehenen Verhandlungen ein neues Preisangebot bis zum 8. Mai 2026 um 9.00 Uhr einzureichen.

Die detaillierte Prüfung ist dem beigefügten Submissionsbericht zu entnehmen.

Zwei Angebote wurden frist- und formgerecht elektronisch eingereicht:

- H. Berg & associés
- SML Ingenieurs Conseils

Das Unternehmen NG Infra hat kein angepasstes Angebot eingereicht und wird demnach nicht für die Bewertung berücksichtigt.

Die Bewertung der Angebote auf Grundlage der in den Ausschreibungsunterlagen festgelegten Zuschlagskriterien erzielte folgende Gewichtung:

- H. Berg & associés : Total 100 Punkte
- SML Ingenieurs Conseils : Total 80 Punkte

Der Auftrag wird somit an das wirtschaftlich interessanteste Angebot vergeben, welches das Ingenieurbüro *H. Berg & associés* einreicht zum Preis von 138.000,00 € zzgl. Mehrwertsteuer (ohne Sicherheitskoordination) vergeben.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Genehmigung der Vergabe des Dienstleistungsauftrags führt zu finanziellen Auswirkungen in Höhe von 138.000,00 € zzgl. Mehrwertsteuer.

Der Auftrag wird zu Lasten der Haushaltszuweisung 74.22 im Investitionshaushalt des Organisationsbereichs 00 im Programm 00 des Ausgabenhaushaltsplanes der DgG Gemeinschaftszentren abgewickelt.

TOP 20: Erlass der Regierung zur Bestellung der Mitglieder des Rates für Studienbeihilfen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Bestellung der Mitglieder des Rates für Studienbeihilfen.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Durch vorliegenden Erlassentwurf bestellt die Regierung für das neue Mandat die effektiven und stellvertretenden Mitglieder des Rates für Studienbeihilfen auf Vorschlag der jeweiligen Einrichtungen.

Die Mandatszeit der Ratsmitglieder beträgt fünf Jahre.

Aufgrund von Artikel 3 Nummer 5 des Erlasses der Regierung vom 4. Juli 2024 zur Übertragung von Entscheidungsbefugnissen an die Minister muss die Bestellung der Mitglieder des Rates für Studienbeihilfen durch die Regierung erfolgen.

Der Vorsitzende und sein Stellvertreter werden nach einer Wahl unter den Mitgliedern bestellt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 21: Beschluss zur Nicht-Vergabe eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags über die Ausarbeitung eines evidenzbasierten Konzepts zur Leseförderung inklusive Lesediagnostik in den Primarschulen in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens und deren Umsetzung in Form eines Pilotprojekts

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Beschluss zur Nicht-Vergabe, eines öffentlichen Dienstleistungsauftrag

über die Ausarbeitung eines evidenzbasierten Konzepts zur Leseförderung inklusive Lesediagnostik in den Primarschulen in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens und deren Umsetzung in Form eines Pilotprojekts aufgrund fehlender Angebote.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Erhebungen wie PISA, IGLU oder VERA zeigen in unterschiedlichen Ländern, dass die Lesekompetenz der Lernenden in den letzten Jahren stark zurückgegangen ist und die Lernenden nicht mehr über die Kompetenzen verfügen, über die sie noch vor einigen Jahren verfügten. Dies trifft auch auf die Lernenden der Primarschulen in der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu.

Lesen ist eine Schlüsselkompetenz, die weit über den schulischen Kontext hinausgeht: Es bildet die Grundlage für das Lernen in allen Fächern, fördert die sprachliche Ausdrucksfähigkeit und stärkt das kritische Denken. Lesen ist für die Teilhabe an Bildung, Beruf und sozialem Leben bedeutsam. Gerade in der Primarschule, wo die Grundlagen für lebenslanges Lernen gelegt werden, ist gezielte Leseförderung von zentraler Bedeutung. Eine unzureichende Lesekompetenz, so wie es bei Lernenden der Fall ist, beeinflusst die schulische Laufbahn der Lernenden negativ. Studien zeigen, dass eine frühe und systematische Förderung der Lesekompetenz nicht nur die schulischen Leistungen verbessert, sondern auch das Selbstvertrauen und die Motivation der Kinder stärkt. Es wirkt sich positiv auf die persönliche Entwicklung der Lernenden aus. Leseförderung ist nicht ausschließlich als Aufgabe des Deutschunterrichts zu sehen. Die Lehrenden müssen für diese wichtige Thematik sensibilisiert und bei der Umsetzung unterstützend angeleitet werden.

Ein Projekt zur Leseförderung in den Primarschulen kann dazu beitragen, Bildungschancen zu verbessern, Lernrückstände zu vermeiden und die Freude am Lesen nachhaltig zu verankern.

Damit Leseförderung gelingen kann, bedarf es eines fundierten evidenzbasierten Konzepts in deutscher Sprache, welches im Schulalltag fest verankert werden sollte. Regelmäßige Lesediagnostik ermöglicht es, wissenschaftliche Erkenntnisse zu ziehen und den Lernenden eine optimale Förderung zu ermöglichen. Die Lehrkräfte, die an diesem Projekt teilnehmen, werden entsprechend pro Schuljahr geschult und erhalten während des gesamten Prozesses eine wissenschaftliche Begleitung. Sowohl die Lesediagnostik als auch die wissenschaftliche Begleitung sowie die Berichterstattung erfolgen in deutscher Sprache.

Die Lesediagnostik soll mit zwei unterschiedlichen Kohorten von jeweils maximal 800 Lernenden durchgeführt werden: eine Kohorte zu Beginn der Primarschulzeit (ab 2. Primarschuljahr) und eine

weitere zum Ende der Primarschulzeit (ab 5. Primarschuljahr). Das Pilotprojekt mit entsprechender evidenzbasierter Diagnostik soll von Juni 2026 bis Dezember 2029 durchgeführt werden.

Entsprechend würden die Lesekompetenzen der Lernenden des 2. Primarschuljahres während insgesamt 7 Testzeitpunkten erhoben.

Die Lesediagnostik beginnt zum Anfang des 2. Primarschuljahrs und endet mit dem Ende des 4. Primarschuljahrs. Im 2. Primarschuljahr sollen drei Testzeitpunkte vorgesehen werden: September 2026, Januar 2027 und Juni 2027. Im 3. Primarschuljahr sollen die Lernenden anschließend zu zwei Testzeitpunkten, im September 2027 und Juni 2028 getestet werden. Im 4. Primarschuljahr sollen die Lernenden anschließend zu zwei Testzeitpunkten, im September 2028 und Juni 2029 getestet werden. Die Lesekompetenzen der Lernenden des 5. Primarschuljahrs sollen während 5 Testzeitpunkten erhoben werden. Start ist das 5. Primarschuljahr und beendet wird die Lesediagnostik mit dem Ende der Primarschulzeit in der 6. Klasse. Im 5. Primarschuljahr sollen drei Testzeitpunkte vorgesehen werden: September 2026, Januar 2027 und Juni 2027. Im 6. Primarschuljahr sollen anschließend zwei Testzeitpunkte im September 2027 und Juni 2028 vorgesehen werden.

Um evidenzbasierte Erkenntnisse ziehen zu können bedarf es einer Kontrollgruppe jeder Kohorte, deren Lesekompetenz zum Ende des laufenden Schuljahrs (Juni 2026) erhoben wird. Konkret sollen die Lesekompetenzen der Lernenden der 4. und 6. Primarschuljahre erhoben werden, um nach Durchführung des Pilotprojekts Vergleiche und Erkenntnisse zwischen Kontrollgruppe und Lernenden des Pilotprojekts ziehen zu können. Dies ermöglicht einen systematischen Vergleich und valide Aussagen über mögliche Effekte der Einführung des evidenzbasierten Konzepts zur Leseförderung in den Primarschulen in der Deutschsprachigen Gemeinschaft können getroffen werden.

Die Auswertung der Ergebnisse während des gesamten Projekts erfolgt durch wissenschaftliche Experten der Universität oder Hochschule. Dieses verantwortet die Entwicklung beziehungsweise Auswahl geeigneter Erhebungsinstrumente, die statistische Analyse der Daten sowie die Interpretation der Ergebnisse nach anerkannten wissenschaftlichen Standards.

Zwischenerkenntnisse des Projekts werden während des Prozesses geliefert. Diese dienen der kontinuierlichen Qualitätssicherung und ermöglichen es, bei Bedarf frühzeitig Anpassungen vorzunehmen. Die begleitende Evaluation versteht sich somit nicht nur als abschließende Bewertung, sondern auch als formativer Prozess zur laufenden Optimierung der Maßnahmen.

Ein Zwischenbericht des evidenzbasierten Projekts wird nach Abschluss der Kohorte des 5. Primarschuljahres für September 2028 vorgelegt.

Zum Ende des Projekts werden die Ergebnisse bei einer Abschlussveranstaltung präsentiert. Hier werden sowohl die wissenschaftlichen Erkenntnisse als auch praxisrelevante Schlussfolgerungen für Schulen anschaulich dargestellt und diskutiert.

Der Anbieter erstellt zum Abschluss des Projekts einen Evaluationsbericht. Dieser enthält eine detaillierte Darstellung des Projektverlaufs, der eingesetzten Methoden, der Datenauswertung der erzielten Ergebnisse und der damit einhergehenden Statistiken. Ergänzt wird der Bericht durch eine Bewertung der Zielerreichung, Handlungsempfehlungen für eine mögliche Weiterführung oder eine kritische Reflexion des Gesamtprozesses. Ziel ist es, ein evidenzbasiertes Gesamtkonzept für das Unterrichtswesen in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens mit passenden Diagnoseinstrumenten und Methoden für den Unterricht auszuarbeiten.

Zwecks Organisation und Finanzierung dieser Zusatzausbildung wurde die Vergabe eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags durch ein vereinfachtes Verhandlungsverfahren mit Bekanntmachung am 13. März 2026 eingeleitet. Schlusstermin für die Einreichung der Angebote war der 13. April 2026. Eingegangen ist kein Angebot. Somit kann der Auftrag nicht vergeben werden.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Kosten für die Ausarbeitung eines evidenzbasierten Konzepts zur Leseförderung inklusive Lese-diagnostik in den Primarschulen in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens und deren Umsetzung in Form eines Pilotprojekts wurden auf 145.000,00 € geschätzt.

Aufgrund der Nicht-Vergabe wird dies keine Auswirkungen auf den Haushalt OB 30 PR 11 ZW 12.11 für das Haushaltsjahr 2026 haben.

TOP 22: Genehmigung des Berichtes über die Anwendung des Dekrets vom 28. Mai 2018 zur AktiF- und AktiF PLUS-Beschäftigungsförderung im Jahr 2025

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Bericht 2025 über die Anwendung des Dekrets vom 28. Mai 2018 zur AktiF- und AktiF PLUS-Beschäftigungsförderung und übermittelt diesen dem Parlament.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Das Dekret vom 28. Mai 2018 zur AktiF- und AktiF PLUS-Beschäftigungsförderung bestimmt in Artikel 43, dass die Regierung jährlich zum 30. Juni einen Bericht über die Anwendung des Dekrets fasst und dass sie diesen Bericht dem Parlament übermittelt.

Der beiliegende Bericht fußt auf statistischen Erfassungen des Arbeitsamtes der Deutschsprachigen Gemeinschaft und des Fachbereichs Beschäftigung des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Jahr 2025.

Die jeweiligen Statistiken sind dem Bericht als Anlage beigelegt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 24: Infrastrukturprojekt 5864 - Gemeinde Kelmis - Saal Patronage - Erneuerung der Notbeleuchtung und Instandsetzung der Notausgangstüren - Anerkennung der Dringlichkeit

1. Beschlussfassung:

Die Regierung erkennt die Dringlichkeit des Infrastrukturvorhabens „Kelmis – Patronagestraße 29 – Saal „Patronage“ – Erneuerung der Notbeleuchtung und Instandsetzung der Notausgangstüren“ gemäß Art. 22 §1 des Dekrets vom 18. März 2002 zur Infrastruktur an.

Die Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Antragsteller des Infrastrukturvorhabens „Kelmis – Patronagestraße 29 – Saal „Patronage“ – Erneuerung der Notbeleuchtung und Instandsetzung der Notausgangstüren“ ist die Gemeinde Kelmis. Die Anmeldung des Infrastrukturvorhabens und der zugehörige Finanzplan datieren vom 25. Februar 2026.

Es handelt sich um die notwendige Erneuerung der Notbeleuchtung und die Instandsetzung der Notausgangstüren des Saals „Patronage“ in Kelmis. Auf Anraten der Hilfeleistungszone DG soll die Notbeleuchtung dringend ersetzt und sollen die Notausgangstüren dringend mit Anti-Panik-Griffen ausgestattet werden.

Vor dem Hintergrund der Ereignisse in der Schweiz sieht sich die Gemeinde Kelmis in der Pflicht, diese Arbeiten schnellstmöglich durchführen zu lassen, um die Sicherheit der Nutzer des Saals „Patronage“ dauerhaft zu gewährleisten.

Die begründete Erklärung des Bürgermeisters der Gemeinde Kelmis über die drohende Gefährdung der Öffentlichkeit sowie der Kostenvoranschlag für die notwendigen Arbeiten sind dem Fachbereich Infrastruktur im Ministerium innerhalb der vorgesehenen Frist von einem Monat nach Auftragserteilung, die am 29. Januar 2026 vom Gemeindegremium beschlossen wurde, übermittelt worden.

Die Gesamtkosten für die Erneuerung der Notbeleuchtung und die Ausstattung der Notausgangstüren mit Anti-Panik-Griffen im Saal „Patronage“ in Kelmis belaufen sich auf Grundlage der Angebote der beauftragten Unternehmen BASTIN Elektrotechnik vom 28. Januar 2026 und Schreinerei Lucien SCHRÖDER Sprl vom 26. Januar 2026, sowie des zugehörigen Finanzplans der Gemeinde Kelmis vom 25. Februar 2026 auf 30.344€ (inkl. 21% MwSt.).

Aus diesen Gründen hat die Gemeinde Kelmis am 25. Februar 2026 einen Antrag auf Anerkennung des Dringlichkeitsverfahrens im Sinne von Art. 22 §1 des Dekretes vom 18. März 2002 zur Infrastruktur gestellt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

OB 70 - PR 10 - ZW 63.21

(Zuschüsse für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von Kultureinrichtungen der Gemeinden)

Projektkosten: 30.344€

Maximaler Zuschuss (60%): 18.207€

TOP 26: Dekretvorentwurf zur Abänderung gewisser Bestimmungen zur Abwesenheit wegen Krankheit sowie zur Wiedereingliederung nach Abwesenheit wegen Krankheit

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in zweiter Lesung den Vorentwurf eines Dekrets zur Abänderung gewisser Bestimmungen zur Abwesenheit wegen Krankheit sowie zur Wiedereingliederung nach Abwesenheit wegen Krankheit.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 das Gutachten in 30-Tage-Frist zu beantragen.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Im Dekret vom 30. Juni 2003 über Maßnahmen im Unterrichtswesen 2003 werden einige Modalitäten rund um die Abwesenheit wegen Krankheit oder Gebrechen und die verschiedenen Formen der Wiedereingliederung nach Krankheit vorgenommen. Hintergrund dieser Anpassungen ist vornehmlich die Tatsache, dass infolge der Pensionierung der bezeichneten Kontrollärztin bislang kein neuer Kontrollarzt gefunden werden konnte, sodass einige Verfahrenswege in diesem Zusammenhang anzupassen sind.

Konkret werden folgende Anpassungen vorgeschlagen:

- Bis zum Beginn des Mutterschaftsurlaubs werden Krankheitstage, die in unmittelbarem Zusammenhang mit der Schwangerschaft des Personalmitglieds stehen, nicht vom Krankheitstagekontingent des Personalmitglieds abgezogen. Bislang wurde dieser Zusammenhang durch den Kontrollarzt bestätigt. Künftig ist dieser Zusammenhang durch den behandelnden Arzt auf dem einzureichenden ärztlichen Attest zu bescheinigen, damit kein Abzug von Urlaubstagen wegen Krankheit oder Gebrechen erfolgt.
- Einem definitiv ernannten oder einem auf unbestimmte Dauer bzw. auf unbestimmte Dauer ab Dienstbeginn zeitweilig bezeichneten Personalmitglied, das mehr als 15 Tage krank ist, seinen Dienst weniger als 30 Tage vor den Sommerferien bzw. zehn Tage vor den anderen Schulferien wieder aufnimmt und seinen Dienst weniger als 15 Tage nach den Schulferien erneut für mindestens zehn Tage unterbricht, befindet sich während der betreffenden Ferienperiode und der sie einschließenden Wochenenden im Urlaub oder zur Disposition wegen Krankheit oder Gebrechen. Während dieser Ferienperiode werden ihm folglich Urlaubstage wegen Krankheit oder Gebrechen abgezogen, es sei denn, der behandelnde Arzt bescheinigt, dass die Arbeitsunfähigkeit nach den Schulferien aufgrund einer Diagnose erfolgt, die nicht in medizinischem Zusammenhang zur Diagnose steht, die der Arbeitsunfähigkeit vor den Schulferien zugrunde lag. Bislang oblag es dem Kontrollarzt über diesen Zusammenhang zu befinden.
- Einem Personalmitglied, das während der Ausübung seines Amtes Opfer einer mutmaßlichen Straftat wird und in der Folge wegen Krankheit abwesend ist, werden keine Urlaubstage wegen Krankheit oder Gebrechen abgezogen, insofern die Staatsanwaltschaft Anklage gegen den mutmaßlichen Täter erhoben hat und der behandelnde Arzt bescheinigt, dass die Arbeitsunfähigkeit des Personalmitglieds in unmittelbarem Zusammenhang mit dieser mutmaßlichen Straftat steht. Bislang oblag es dem Kontrollarzt über diesen Zusammenhang zu befinden.
- Da Personalmitglieder, die längerfristig wegen Krankheit oder Gebrechen abwesend sind, unter Beachtung bestimmter Fristen zur Überprüfung des Gesundheitszustands bei der Arbeitsmedizin vorgeladen werden, insbesondere um auszuloten, ob eine Wiedereingliederung des Personalmitglieds möglich ist, sieht eine neue Bestimmung sieht vor, dass das wegen Krankheit oder Gebrechen abwesende Personalmitglied der vom Gefahrenverhütungsberater-Arbeitsarzt ausgesprochenen Einladung zur Überprüfung des Gesundheitszustands Folge leisten muss. Kommt es dieser Einladung ohne triftigen Grund nicht nach, verliert es

sein Recht auf Gehalt oder Wartegehalt, bis es einer erneuten Einladung nachkommt.

- Dem wegen Krankheit oder Gebrechen abwesenden Personalmitglied ist es nicht gestattet, einer nebenberuflichen gewinnbringenden Tätigkeit nachzugehen.
- In den Modalitäten rund um die Gewährung der stundenweisen Wiedereingliederung in den Schulalltag oder des Urlaubs wegen verringerter Dienstleistungen zur beruflichen Wiedereingliederung im Anschluss an eine Langzeiterkrankung wird die Rolle des Kontrollarztes ersatzlos gestrichen. In beiden Fällen entscheidet der Arbeitgeber, ob er dem vom Personalmitglied auf Vorschlag des behandelnden Arztes eingereichten Antrag auf progressive Wiederaufnahme des Dienstes stattgibt. Die Wiedereingliederung erfolgt auf Grundlage eines Wiedereingliederungsplans, der gemeinsam vom behandelnden Arzt, vom Arbeitgeber und vom Personalmitglied erarbeitet wird.

Zudem schlägt die Regierung vor, das bestehende Kapitel zur Vertraulichkeit und zum Datenschutz anzupassen. Die Regierung schlägt vor, die Kategorien personenbezogener Daten, die die Regierung, der Schulträger/Arbeitgeber und der Schulleiter bzw. sein Stellvertreter im Rahmen ihres gesetzlichen Auftrags verarbeiten dürfen, ausdrücklich im Dekret festzulegen. Die Verarbeitung der Daten ist im Rahmen eines gesetzlichen bzw. dekretal geregelten Beschäftigungs- und Dienstverhältnisses im Unterrichtswesen in der Deutschsprachigen Gemeinschaft erforderlich und ist aufgrund von Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe b) und e) der Datenschutz-Grundverordnung rechtmäßig, wobei die Verarbeitung der Daten der unter Arbeitsvertrag eingestellten Personalmitglieder in den Anwendungsbereich von Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe b) und die Verarbeitung der Daten der aufgrund eines Dienstrechts eingestellten Personalmitglieder in den Anwendungsbereich von Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe e) fallen. Ebenfalls schlägt die Regierung vor, die Verarbeitungszwecke jeder Datenkategorie detailliert festzulegen. Für jede aufgeführte Datenkategorie wird auf die relevanten Artikel verwiesen, in denen der entsprechende Zweck aufgeführt wird. Die Verarbeitung der Daten ist erforderlich, um gesetzliche und dekretale Verpflichtungen im Bereich des Personal-, Arbeits- und Sozialrechts zu erfüllen, den Gesundheits- und Mutterschutz sicherzustellen, Dienstabwesenheiten korrekt zu verwalten, Ansprüche auf verschiedene Urlaube und Wiedereingliederungen zu berechnen, die Arbeitsfähigkeit festzustellen und die Kontinuität des Schulbetriebs zu gewährleisten. Dabei wird stets der Grundsatz der Datenminimierung gemäß Artikel 5 Absatz 1 Buchstabe c) der Datenschutz-Grundverordnung gewahrt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.



Mitteilung vom 02.06.2026

Résultats de l'adjudication de certificats de Trésorerie du 02 juin 2026

Communiqué de presse de l'Agence fédérale de la Dette

L'Agence fédérale de la Dette communique qu'elle a accepté les offres à l'adjudication de certificats de Trésorerie de ce jour pour un montant total de EUR 3.702 milliards. Ce montant est réparti sur les lignes de la façon suivante:

ISIN Code : BE0312816888 - 10/09/2026
Montant accepté (EUR milliards) : 1.101
Rend. moyen pondéré: 2.283%
Bid-to-cover ratio : 2.26

ISIN Code : BE0312819916 - 10/12/2026
Montant accepté (EUR milliards) : 1.500
Rend. moyen pondéré: 2.410%
Bid-to-cover ratio : 1.57

ISIN Code : BE0312824965 - 13/05/2027
Montant accepté (EUR milliards) : 1.101
Rend. moyen pondéré: 2.571%
Bid-to-cover ratio : 1.97

Pour plus de détails, voir les pages Refinitiv BELG/TC ou Bloomberg BEDA - TC Auctions - Results.

Mitteilung vom 29.05.2026

Conseil des ministres du 29 mai 2026

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi le vendredi 29 mai 2026, sous la présidence du Premier ministre Bart De Wever.

Le Conseil des ministres a pris les décisions suivantes :

Marché public de fournitures pour la Défense

Sur proposition du ministre de la Défense Theo Francken, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public relatif à la fourniture d'articles faisant partie de l'équipement du militaire, au profit de la Défense.

Marché public relatif au chauffage central et au traitement de l'air pour la Régie des bâtiments

Sur proposition de la ministre en charge de la Gestion immobilière de l'Etat Vanessa Matz, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public relatif au chauffage central et

au traitement de l'air des bâtiments de l'Etat Fédéral.

Régie des bâtiments : prolongation d'un contrat de location pour la Police fédérale à Gand

Sur proposition de la ministre chargée de la Gestion immobilière de l'Etat Vanessa Matz, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la signature d'un avenant pour la prolongation du contrat de location d'un immeuble à Gand pour les besoins de la Police fédérale.

Fonction publique : simplification de l'octroi du congé en cas de perte de grossesse

Sur proposition de la ministre de la Fonction publique Vanessa Matz, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal visant à simplifier les formalités relatives à l'octroi du congé de circonstances en cas de perte de grossesse.

Rationalisation des restaurants d'entreprise fédéraux

Sur proposition du ministre des Finances Jan Jambon et de la ministre chargée de la Fonction publique Vanessa Matz, le Conseil des ministres a pris acte de l'état de la situation concernant la rationalisation des restaurants d'entreprise fédéraux.

INAMI : estimations techniques pour les exercices 2026 et 2027

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a pris acte des estimations techniques pour les exercices 2026 et 2027 du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité (INAMI).

Plan de répartition des subsides de la Loterie nationale pour 2025 et 2026

Sur proposition du ministre chargé de la Loterie nationale Jan Jambon, le Conseil des ministres a approuvé deux projets d'arrêté royal déterminant un plan de répartition définitif et provisoire pour les exercices 2025 et 2026.

Accord de coopération concernant les seuils de dispense pour les activités dans les zones maritimes

Sur proposition de la ministre chargée de la Mer du Nord Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a marqué son accord sur un accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Région flamande qui définit les seuils à partir desquels certaines activités sont exemptées de l'obligation d'obtenir un permis pour les activités menées dans les zones maritimes belges. En outre, un avant-projet de loi entérinant cet accord de coopération a été approuvé.

Dispositions diverses en matière de communications électroniques

Le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi contenant diverses dispositions relatives aux communications électroniques.

Modifications concernant l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes

Sur proposition du ministre de l'Égalité des chances Rob Beenders, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi et un projet d'arrêté royal visant à mettre la loi du 16 décembre 2002 portant création de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (IEFH) et l'arrêté royal du 19 mars 2003 fixant le statut organique de l'IEFH, en conformité avec la directive (UE) 2024/1499.

Asile et migration : modifications relatives à la visite domiciliaire - Troisième lecture

Sur proposition de la ministre de l'Asile et la Migration Anneleen Van Bossuyt et de la ministre de la Justice Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé en troisième lecture un avant-projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne la visite domiciliaire.

Plan d'urgence pour la sécurité de l'approvisionnement en pétrole brut et produits pétroliers

Sur proposition du ministre de l'Énergie Mathieu Bihet, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal visant à établir le plan d'urgence sectoriel « pétrole », en vue de gérer une éventuelle crise future d'approvisionnement en pétrole brut et/ou en produits pétroliers.

Amendement ciblé du Plan de relance et d'investissement

Sur proposition du ministre du Budget Vincent Van Peteghem, le Conseil des ministres a marqué son accord concernant le septième amendement ciblé du Plan de relance et d'investissement (PRR).

Réforme des pensions : ce qui change pour les indépendants

La Chambre des représentants a définitivement approuvé la loi « Arizona » sur les pensions. Face aux défis démographiques, la réforme introduit des adaptations profondes destinées à sécuriser le financement des pensions pour les générations futures. Elle vise également à mieux récompenser les carrières longues en renforçant le lien entre les années effectivement travaillées et la constitution des droits. En tant qu'institution chargée de protéger le statut social des travailleurs indépendants,

l'INASTI assurera la mise en œuvre de ces nouvelles mesures et l'information des publics concernés.

Mitteilung vom 28.05.2026

Adjudication de certificats de Trésorerie supplémentaire le mardi 16 juin 2026

Communiqué de presse de l'Agence fédérale de la Dette

Dans le cadre de la gestion de caisse et afin de couvrir les besoins de trésorerie à court terme résultant de l'échéance de l'OLO77 le 22 juin 2026, l'Agence de la Dette a décidé d'organiser une adjudication de certificats de Trésorerie supplémentaire le mardi 16 juin 2026 à 11h00 CET.

Lors de cette adjudication, deux certificats de Trésorerie seront émis : le premier arrivant à échéance le 10 septembre 2026 et le second arrivant à échéance le 15 octobre 2026. Le montant à offrir sera annoncé, comme d'habitude, le vendredi précédant l'adjudication.

Six projets sélectionnés pour des soins hospitaliers plus durables

Dans le cadre de l'appel à projets « Reducing Single-Use in Hospitals », lancé par le SPF Santé publique, six initiatives ont été sélectionnées. Cet appel vise à réduire l'utilisation de produits à usage unique dans le secteur des soins de santé, en particulier dans les hôpitaux. Les projets retenus testent des solutions concrètes pour limiter le recours aux produits à usage unique en s'appuyant sur les principes de l'économie circulaire. Ils bénéficieront d'un soutien financier jusqu'en 2028.

Les besoins de soins plus complexes en maison de repos et (de soins) nécessitent une transformation en profondeur des soins résidentiels aux personnes âgées, avertit le Conseil Supérieur de la Santé

Les maisons de repos (et de soins) accueillent de plus en plus de personnes présentant des troubles neurocognitifs et/ou des vulnérabilités psychiatriques, tels que la démence, la dépression et l'anxiété. Dans un nouvel avis, le Conseil Supérieur de la Santé (CSS) met en garde contre le fossé croissant entre la complexité de ces besoins de soins et l'organisation actuelle des soins résidentiels aux personnes âgées en Belgique.



Belgische Nationalbank

Die Unternehmen rechnen angesichts der unsicheren Lage mit einer Abschwächung der Wirtschaftstätigkeit

2. Juni 2026 - 10:00

Vor dem Hintergrund anhaltender Unsicherheit erwarten die Unternehmen für das Jahr 2026 eine Abschwächung der Wirtschaftstätigkeit. Sie werden mit steigenden Energiekosten und einer schwachen Nachfrage konfrontiert. Die Neueinstellungen verlangsamen sich, während sich die Investitionen auf Automatisierung, Digitalisierung und KI konzentrieren. Flexibilität, Innovation und Kostenkontrolle werden in diesem Jahr von entscheidender Bedeutung sein. ... [weiter lesen](#) (fr)

L'économie belge croît de 0,2 % au premier trimestre de 2026

29 mai 2026 - 11:00

Le PIB en volume, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, a gagné 0,2 % au premier trimestre de 2026 par rapport au trimestre précédent. Par rapport au premier trimestre de 2025, la croissance s'est établie à 0,8 %. ... [lire plus](#)



Vlaamse Regering

Ministerraad - Plan Vlaamse Veerkracht van 29 mei 2026

- Plan Vlaamse Veerkracht: verlenging uitvoeringstermijn subsidiedossiers 'Lokale Gebiedsdeals Droogte'

Ministerraad van 29 mei 2026

- Adviescomité Vlaams Datanutsbedrijf: benoeming leden
- Principiële goedkeuring Brownfieldconvenant 252. Mechelen - Keerdokkaai in het kader van de 12de oproep
- Goedkeuring Addendum 3 aan Brownfieldconvenant 115. Veurne – Suikerfabriek
- Departement Kanselarij en Buitenlandse Zaken (DKBUZA): beëindiging mandaat secretaris-generaal, vacantverklaring functie van en aanstelling waarnemend secretaris-generaal
- Wijziging decreet toeristische logies (Logiesdecreet): handhaving en registratie- of aanmeldingsprocedure

- Wijziging regelgeving toeristische logies (Logiesbesluit): controle stedenbouwkundige conformiteit en handhaving stedenbouwkundig beleid
- Verzamelbesluit II energie en klimaat
- Flankerend beleid Mijn Verbouwbegeleiding, het woningkwaliteitsadvies en de Vlaamse Aanpassingspremie: wijzigingsbesluiten
- Regeling veiligheidsmaatregelen bij oprichting en exploitatie van aardgasdistributie-installaties en bij werken in nabijheid van die installaties
- Wijziging oprichtingsbesluit Agentschap Facilitair Bedrijf: uitbreiding mogelijkheid om als aankoopcentrale op te treden
- Versterking deontologie en integriteit in lokale en provinciale besturen: wijziging Provinciedecreet en decreet over het lokaal bestuur
- Verlenging projectduur voor het project 'Een nieuwe stek voor Café anoniem' van de stad Hasselt – oproep 2019 investeringen in sociale infrastructuur
- Richtlijnen capaciteits- en personeelsplanning Vlaamse overheid
- Decreet Vlaams integratie- en inburgeringsbeleid: wijziging diverse bepalingen
- Herverdeling provisioneel krediet: Oekraïneprovisie
- Samenwerkingsakkoord fiscale regularisatie van niet uitsplitsbare bedragen: voorontwerp van instemmingsdecreet
- Programmadecreet begrotingsaanpassing 2026
- Aanpassing middelen- en uitgavenbegroting Vlaamse Gemeenschap 2026
- Nota aan het Overlegcomité: goedkeuring samenwerkingsakkoord tussen Federale Staat en Vlaamse Gemeenschap over begeleiding en behandeling personen verdacht van, beklaagd, beschuldigd, veroordeeld of geïnterneerd wegens seksuele misdrijven
- Samenwerkingsakkoord begeleiding en behandeling verdachten/daders seksuele misdrijven: voorontwerp instemmingsdecreet
- Vlaamse Handhaving Scheepvaartdecreet
- Bouwtechnische en bouwfysische normen kinderopvang: wijziging besluit vaststelling investeringssubsidie
- Dienstenniveau-overeenkomst elektronisch uitwisselen en delen van vaccinatiegegevens tussen de Gezondheidskluizen (interkluizen)
- Bestuursorgaan Agentschap Toegankelijk Vlaanderen (Inter): vervanging lid
- Voorontwerp van decreet tot wijziging van verschillende decreten naar aanleiding van de invoering van de modulaire omgevingsvergunningsprocedure
- Wijziging besluit algemene en sectorale bepalingen milieuhygiëne (VLAREM): geen omgevingsvergunning eerste klasse nodig voor ruimtes maken en herladen van munitie voor eigen gebruik
- Omzetting Europese Richtlijn Industriële Emissies (RIE): ontwerp van wijzigingsdecreet
- Projectbesluit Containercluster LinkerScheldeoever in het kader van extra containercapaciteit havengebied Antwerpen
- Complex Project Containercapaciteit Antwerpen - deel Tweede Getijdendok, de zone Drie Dikken en De Bieshoek in Beveren-Kruibeke-Zwijndrecht: onteigeningen voor het algemeen nut
- Complex Project Containercapaciteit Antwerpen - deel Natuurcompensaties in Beveren-Kruibeke-Zwijndrecht: onteigeningen voor het algemeen nut
- DBFM-projecten 'Totaalrenovatie Vierarmentunnel' en 'Totaalrenovatie Rupeltunnel': erkenning als Vlaams PPS-project
- Wijziging regelgeving technische keuring voertuigen: aanpassen aan Europese Richtlijn
- Vlaams Verwerkingscentrum snelheidsovertredingen: toevoeging rechtsgrond verwerking persoonsgegevens bij verkeersboetes
- Voordracht vertegenwoordigers Vlaams Gewest in raad van bestuur NMBS en van Infrabel
- Vlaamse Regulator voor de Media (VRM): aanstelling leden kamer voor onpartijdigheid en bescherming minderjarigen
- Mededelingen



Gouvernement de Wallonie

Mitteilung vom 01.06.2026

La Wallonie tourne la page du statut dans la fonction publique

Le Gouvernement wallon a franchi aujourd'hui une étape majeure dans la transformation de l'administration wallonne. Après avoir mis fin aux statutarisations, conformément à la DPR, le Gouvernement a adopté en première lecture un projet d'arrêté mettant fin aux recrutements statutaires et à la primauté du statut dans l'ensemble des administrations wallonnes et améliorant la carrière des contractuels. Cette réforme consacre un modèle plus souple, plus attractif et davantage centré sur les compétences et le mérite, au bénéfice tant des agents que du fonctionnement des services publics. ... [lire plus](#)

Mitteilung vom 29.05.2026

La Wallonie lève un frein au rapprochement des services publics locaux

Le Gouvernement wallon, sous l'impulsion de François Desquesnes, Ministre des Pouvoirs locaux, propose de rendre possible la désignation d'un directeur général commun pour une commune et son CPAS. Le Gouvernement wallon a adopté en première lecture deux avant-projets de décret en ce sens, afin de simplifier le pilotage administratif local, de renforcer la cohérence de l'action publique locale et de faciliter la mutualisation des services. Cette mesure répond à un besoin clairement exprimé par les acteurs de terrain, notamment dans les groupes de travail menés avec les pouvoirs locaux dans le cadre du projet du Gouvernement sur le Service public local intégré. Elle vise à lever un frein concret aux rapprochements entre administrations communales et CPAS, tout en respectant l'autonomie locale. ... [lire plus](#)

La Wallonie facilite le chemin vers les fusions volontaires des communes

Le Gouvernement wallon a adopté en première lecture un avant-projet de décret modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives à la fusion des communes, ainsi qu'un avant-projet de décret portant sur ces mêmes matières dans le cadre de l'article 138 de la Constitution. L'objectif est d'offrir un cadre clair et facilité aux communes qui choisissent de se rapprocher volontairement. ... [lire plus](#)

Mitteilung vom 28.05.2026

Réduction des risques liés à l'usage des produits phytopharmaceutiques pour les captages d'eau potable et la santé des citoyens : le Gouvernement fixe la trajectoire et ouvre une nouvelle phase de concertation

Le Gouvernement wallon a validé sa trajectoire de réduction de l'usage des produits phytopharmaceutiques (PPP) dans les zones les plus sensibles du point de vue de la ressource en eau et de la santé des citoyens. Les modalités pratiques font désormais l'objet de groupes de travail organisés d'ici à la fin de l'année. ... [lire plus](#)

La Wallonie modernise ses liens avec les partenaires sociaux

Le Gouvernement wallon a approuvé en première lecture une réforme ambitieuse de la fonction consultative. Accélérer et simplifier pour mieux concerter, tel est le leitmotiv de cette réforme au bénéfice des citoyens et des acteurs économiques. ... [lire plus](#)

La Wallonie accélère la transition vers une alimentation saine, durable et locale dans la restauration collective

Dans le prolongement de la stratégie wallonne "Manger demain" et des travaux en cours d'élaboration du futur plan d'action en faveur d'une alimentation saine et durable dont une synthèse sera présentée au Gouvernement wallon en juillet 2026, le Gouvernement wallon valide le lancement de la phase 1 de la feuille de route « Restauration collective », visant à pérenniser et renforcer le Green Deal Cantines durables et ses dispositifs associés. Cette décision vise à faire de la restauration collective un levier majeur de transition au service de la santé, de l'environnement, de la cohésion sociale et du développement économique local. ... [lire plus](#)

Évolution de la stratégie immobilière : le Gouvernement amplifie la modernisation et la rationalisation de l'administration wallonne

Le Gouvernement a validé l'évolution de la stratégie immobilière du Service public de Wallonie pour la période 2026-2030 qui vise notamment à amplifier la rationalisation des surfaces administratives et améliorer leur adéquation aux normes énergétiques et environnementales. Cette nouvelle étape s'inscrit pleinement dans la volonté portée par la Ministre de la Fonction publique, Jacqueline Galant, d'accélérer la modernisation de l'administration wallonne, la rationalisation de son fonctionnement et la garantie d'une utilisation plus efficace de l'argent public. La stratégie immobilière du SPW vise à regrouper les services administratifs, réduire le nombre de bâtiments occupés et optimiser les surfaces de travail. ... [lire plus](#)

Décrochages : les prosumers wallons seront indemnisés

Face aux décrochages des installations photovoltaïques, le Gouvernement avance sur un mécanisme d'indemnisation objectif et proportionnel. Il envoie par-là un signal fort : investir dans la transition reste pertinent et rentable. ... [lire plus](#)

Konzertierungsausschuss

29.05.2026

GOVERNEMENT FÉDÉRAL

Plan de relance et d'investissement – Septième amendement ciblé du PRR.

2020C80500.003

Les propositions, contenues au point IV de la note du 28 mai 2026, sont approuvées.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Projet de l'accord de coopération entre l'État fédéral et la Région flamande concernant la fixation des seuils en dessous desquels les activités visées à l'article 6, §1er, X, deuxième alinéa, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, sont dispensées de l'obligation de permis pour les activités dans les espaces marins, visées à l'article 16, §1er, de la loi du 11 décembre 2022 visant la protection du milieu marin et l'organisation de l'aménagement des espaces marins belges & Avant-projet de loi portant assentiment - Concertation.

2026C81030.007

Les propositions, contenues au point 3 de la note du 29 mai 2026, sont approuvées.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

1) Projet de l'accord de coopération entre l'Autorité fédérale, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale, relatif aux compétences des régions et de l'Autorité fédérale en matière de la déduction majorée pour investissements pour l'énergie et l'environnement et l'échange d'informations.

2) Projet d'accord de coopération d'exécution entre l'Autorité fédérale, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale, relatif au procédure d'attestations par les régions et de l'Autorité fédérale en matière de la déduction majorée pour investissements pour l'énergie et l'environnement et l'échange d'informations.

2026C80030.003

Les propositions, contenues au point 3 de la note du 29 mai 2026, sont approuvées.

Europa und regionale Zusammenarbeit



Europäischer Ausschuss der Regionen (AdR)

Die Konferenz der Präsidenten legt die wichtigsten Standpunkte des Ausschusses zum bevorstehenden Arbeitsprogramm der Europäischen Kommission dar

Die Konferenz der Präsidenten hat eine Erklärung verabschiedet, in der die wichtigsten Standpunkte zum Arbeitsprogramm 2027 der Europäischen Kommission dargelegt werden. In der Erklärung wird betont, dass im nächsten mehrjährigen Finanzrahmen (2028–2034) eine starke Kohäsionspolitik für alle Regionen gewahrt bleiben muss, unter vollständiger Beachtung des Grundsatzes „keinen Schaden für die Kohäsion“ und unter wirksamer Einbeziehung der lokalen und regionalen Gebietskörperschaften. ... [weiter lesen](#)

Belgisches Staatsblatt



N. 116 vom 28. Mai 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
Beschäftigung - Zulassung als Leiharbeitsvermittler, S. [29114](#).

N. 117 vom 29. Mai 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
Ausbildung - Einstellung von Personal im ZAWM, S. [29417](#).

N. 118 vom 01. Juni 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
19. März 2026 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Umsetzung der Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft**, S. [29560](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
29. Januar 2026 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Umsetzung der Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft**, S. [29567](#).

N. 120 vom 02. Juni 2026 (s. Anlage)

Verfassungsgerichtshof
Bekanntmachung vorgeschrieben durch Artikel 74 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, S. [29890](#).

Deutsche Übersetzungen

N. 116 vom 28. Mai 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
26. April 2023 - **Gesetz zur Abänderung des Gesetzes vom 21. Dezember 1998 über Produktnormen zur Förderung umweltverträglicher Produktions- und Konsummuster und zum Schutz der Umwelt, der Gesundheit und der Arbeitnehmer** - Deutsche Übersetzung, S. [29026](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
21. April 2024 - **Gesetz zur Abänderung der Bücher I, XV und XVII des Wirtschaftsgesetzbuches und zur Umsetzung der Richtlinie (EU) 2020/1828 des Europäischen Parlaments und**

des Rates vom 25. November 2020 über Verbandsklagen zum Schutz der Kollektivinteressen der Verbraucher und zur Aufhebung der Richtlinie 2009/22/EG - Deutsche Übersetzung, S. [29032](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
12. Mai 2024 - **Gesetz zur Festlegung verschiedener steuerrechtlicher Bestimmungen** - Deutsche Übersetzung von Auszügen, S. [29039](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
10. Dezember 2024 - **Gesetz zur Verlängerung der Übergangsregelung für die Anwendung des ermäßigten Mehrwertsteuersatzes von 6 Prozent auf den Abbruch und Wiederaufbau von Wohnungen** - Deutsche Übersetzung, S. [29043](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Finanzen
20. Dezember 2024 - **Königlicher Erlass zur Anpassung der Artikel über den Investitionsabzug im KE/EstGB 92** - Deutsche Übersetzung, S. [29047](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Finanzen
24. Januar 2025 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des KE/EstGB 92 hinsichtlich der Vorteile jeglicher Art im Falle der Gewährung eines zinslosen Darlehens oder eines Darlehens zu herabgesetztem Zinssatz** - Deutsche Übersetzung, S. [29049](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Finanzen
17. Mai 2025 - **Königlicher Erlass zur Ausführung von Artikel 147 Absatz 4 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 für das Steuerjahr 2026** - Deutsche Übersetzung, S. [29051](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Finanzen
28. Juli 2025 - **Königlicher Erlass zur einmaligen Verlängerung der Frist für den Antrag auf Bescheinigung des erhöhten thematischen Investitionsabzugs** - Deutsche Übersetzung, S. [29052](#).

N. 120 vom 02. Juni 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Finanzen
21. Dezember 2023 - **Königlicher Erlass Nr. 54 über die andere Lagerregelung als die Zolllagerregelung erwähnt in Artikel 39quater des Mehrwertsteuergesetzbuches** - Deutsche Übersetzung, S. [29859](#).

29114

BELGISCH STAATSBLOD — 28.05.2026 — MONITEUR BELGE

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/003836]

Beschäftigung

Ein ministerieller Erlass vom 24. April 2026 erteilt eine unbefristete Zulassung an «Intra Interim» als Leiharbeitsvermittler in der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

BELGISCH STAATSBLOD — 29.05.2026 — MONITEUR BELGE

29417

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/003923]

Ausbildung

Ein ministerieller Erlass vom 26. März 2026 genehmigt die Vorschrift zur Einstellung von Personal im Zentrum für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen.

29560

BELGISCH STAATSBLOD — 01.06.2026 — MONITEUR BELGE

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/003206]

19. MÄRZ 2026 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Umsetzung der Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, 16. Juli 1993 und 6. Januar 2014;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 54, abgeändert durch die Gesetze vom 18. Juli 1990 und 16. Juli 1993;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Umsetzung der Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

Aufgrund der begründeten Stellungnahme des Direktionsrates des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 2. März 2026;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 12. März 2026;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten, zuständig für das Personal;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Der Anhang des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Umsetzung der Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 29. Januar 2026, wird durch den Anhang des vorliegenden Erlasses ersetzt.

Art. 2 - Vorliegender Erlass tritt mit Wirkung vom 1. März 2026 in Kraft.

Art. 3 - Der für das Personal zuständige Minister ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt. Eupen, den 19. März 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH

Anhang zum Erlass der Regierung vom 19. März 2026 zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Umsetzung der Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Anhang zum Erlass der Regierung zur Umsetzung der Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- Fachbereich Ausbildung und Unterrichtsorganisation (FbAUO)
 - Referat Schulfinanzierung und Datenstrategie (RefSCHUDA)
 - Referat Unterrichtsorganisation (RefUO)
 - Referat Weiterbildungsförderung, Erwachsenenbildung und Mittelstand (RefWEM)
- Fachbereich Beschäftigung (FbBESCH)
 - Referat Arbeitsbeschaffungsmaßnahmen und Sozialökonomie (RefABSÖ)
 - Referat Arbeitsmarktmonitoring (RefAMO)
 - Referat Regionaler Arbeitsmarkt (RefRAM)
- Fachbereich Familie und Soziales (FbFS)
 - Referat Familie (RefFAM)
 - Referat Familienleistungen (RefFAMLEIST)
 - Referat Soziales (RefSOZ)
- Fachbereich Finanzen (FbFIN)
 - Referat Haushalt und Finanzprozesse (RefHAUFIN)
 - Referat Buchhaltung Hauptverwaltung (RefBHHV)
 - Referat Buchhaltung Dienste mit getrennter Geschäftsführung und Einrichtungen öffentlichen Interesses (RefBHDE)
- Fachbereich Gesundheit und Senioren (FbGS)
 - Referat Entwicklung (RefEWI)
 - Referat Gesundheit (RefGES)
 - Referat Infektionsschutz (RefINS)
 - Referat Senioren (RefSEN)
- Fachbereich Haushalt und Controlling (FbHAUCO)
- Fachbereich Informatik (FbIT)
 - Referat IT-Fachanwendungen (RefITFA)
 - Referat IT-Unterrichtswesen (RefITUW)
 - Referat IT-Support (RefITSUP)
 - Referat IT-Infrastruktur und -Sicherheit (RefITSI)
- Fachbereich Infrastruktur (FbINFRA)
 - Referat Infrastrukturzuschüsse (RefIFZ)
 - Referat Liegenschaften (RefLGS)
- Fachbereich Jugendhilfe (FbJH)
 - Referat Gerichtliche Jugendhilfe und Jugendschutz (RefGJHS)
 - Referat Pflegschaft und stationäre Hilfen (RefPFSH)
 - Referat Einvernehmliche Jugendhilfe und Prävention (RefEJHP)
 - Referat Verwaltung und Erstkontakte (RefERST)
- Fachbereich Justizhaus und Strafvollzug (FbJUS)
 - Referat Erstberatung und Support (RefEBS)
 - Referat Expertise (RefEXP)
 - Referat Justizhaus (RefJUS)
 - Referat Strafgefangenenbegleitung (RefSTGB)
- Fachbereich Kommunikation (FbKOM)
 - Referat Empfang (RefEMPfang)
 - Referat Online-Kommunikation (RefONLINE)
- Fachbereich Kultur und Jugend (FbKUJ)
 - Referat Jugend (RefJUG)
 - Referat Kultur (RefKULT)
 - Referat Kulturerbe (RefKE)
- Fachbereich Lokale Behörden und Kanzlei (FbLBK)
- Fachbereich Pädagogik (FbPAED)
 - Referat Pädagogische Erhebungen und Abkommen (RefPEA)
 - Referat Pädagogische Initiativen (RefPIN)
- Fachbereich Personal und Organisation (FbPERS)
 - Referat Hausorganisation (RefHO)
 - Referat Personalverwaltung (RefPERSVW)
- Fachbereich Raumordnung, Wohnen und Energie (FbRAUM)
 - Referat Bauanträge (RefBAU)
 - Referat Raumentwicklung und Wohnen (RefRW)
 - Referat Umwelt (RefUMW)
 - Referat Energieberatung (RefENER)
- Fachbereich Sport, Medien und Tourismus (FbSMT)

Fachbereich Außenbeziehungen und Standortentwicklung (FbSTAND)

Referat Außenbeziehungen (RefAUBZ)

Referat EU-Förderprogramme (RefEU)

Referat Regionalentwicklung (RefREGION)

Referat Standortmarketing (RefMARKE)

Fachbereich Unterrichtspersonal (FbUP)

Referat Lohnbuchhaltung und Sozialsekretariat im Unterrichtswesen (RefLS)

Dienst mit getrennter Geschäftsführung Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft (DGGADG)

Fachbereich Stellenvermittlung und Betriebsberatung (FbBB)

Referat Stellenvermittlung (RefSV)

Referat Sozialinspektion und Arbeitsgenehmigungen (RefSIAG)

Fachbereich Arbeitsvermittlung und sozial-berufliche Eingliederung (FbAVSBE)

Referat Arbeitsvermittlung (RefAV)

Referat Inklusive Beschäftigung (RefBESCH)

Fachbereich Berufswahl und -bildung (FbBWB)

Referat Berufsbildungsservice (RefBBS)

Referat Arbeitsmarktqualifizierung (RefSC)

Fachbereich Arbeitsmarktservice (FbAMS)

Referat Kontrolle Arbeitsmarkteingliederung (RefKAME)

Dienst mit getrennter Geschäftsführung Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben (DGGDSL)

Fachbereich Eigene Dienstleistungen (FbEIGDL)

Referat Hilfsmittel (RefHIMI)

Referat Wohnen und Alltag (RefWOHALL)

Referat Beihilfen (RefBEIH)

Fachbereich Orientierung (FbORIENT)

Referat Orientierung unter 66 Jahre (RefOU66)

Referat Orientierung ab 66 Jahre (RefOA66)

Referat Prozessmanagement und Erstkontakte (RefPE)

Fachbereich Verwaltung (FbVERW)

Dienst mit getrennter Geschäftsführung Gemeinschaftszentren (DGGGZ)

Fachbereich Finanz- und Personalverwaltung (FbFINPV)

Referat Atelier und Herberge ViDo (RefVIDO)

Referat Kloster Heidberg (RefKHEID)

Referat Bildungszentrum Ternell (RefTERNELL)

Fachbereich Worriken (FbWORR)

Referat Rezeption (RefREZ)

Referat Sport- und Ferieninfrastrukturen (RefSFI)

Referat Sport- und Gruppenangebote (RefSGA)

Referat Küche (RefKUECHE)

Referat Unterhalt (RefUNT)

Referat Service und Raumpflege (RefSRP)

Dienst mit getrennter Geschäftsführung Medienzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft (DGGMZ)

Fachbereich Medienzentrum (FbMZ)

Referat Medienverleih (RefMVERL)

Gesehen, um dem Erlass der Regierung vom 19. März 2026 zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Umsetzung der Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft beigelegt zu werden.

Eupen, den 19. März 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/003207]

29. JANUAR 2026 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Umsetzung der Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, 16. Juli 1993 und 6. Januar 2014;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 54, abgeändert durch die Gesetze vom 18. Juli 1990 und 16. Juli 1993;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Umsetzung der Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

Aufgrund der begründeten Stellungnahme des Direktionsrates des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 12. Januar 2026;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 21. Januar 2026;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten, zuständig für das Personal;

Nach Beratung,

Beschließt

Artikel 1 - Der Anhang des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Umsetzung der Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft, abgeändert durch die Erlasse der Regierung vom 19. Dezember 2024 und vom 27. März 2025, wird durch den Anhang des vorliegenden Erlasses ersetzt.

Art. 2 - Vorliegender Erlass tritt am 1. Februar 2026 in Kraft.

Art. 3 - Der für das Personal zuständige Minister ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt. Eupen, den 29. Januar 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH

Anhang zum Erlass der Regierung vom 29. Januar 2026 zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Umsetzung der Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Anhang zum Erlass der Regierung zur Umsetzung der Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Fachbereich Ausbildung und Unterrichtsorganisation (FbAUO)

Referat Schulfinanzierung und Datenstrategie (RefSCHUDA)

Referat Unterrichtsorganisation (RefUO)

Referat Weiterbildungsförderung, Erwachsenenbildung und Mittelstand (RefWEM)

Fachbereich Beschäftigung (FbBESCH)

Referat Arbeitsbeschaffungsmaßnahmen und Sozialökonomie (RefABSÖ)

Referat Arbeitsmarktmontoring (RefAMO)

Referat Regionaler Arbeitsmarkt (RefRAM)

Fachbereich Familie und Soziales (FbFS)

Referat Familie (RefFAM)

Referat Familienleistungen (RefFAMLEIST)

Referat Soziales (RefSOZ)

Fachbereich Finanzen (FbFIN)

Referat Buchhaltung DgG (RefBHDGG)

Referat Buchhaltung EöI (RefBHEÖI)

Referat Buchhaltung Ministerium (RefBHMIN)

Fachbereich Gesundheit und Senioren (FbGS)

Referat Entwicklung (RefEWI)

Referat Gesundheit (RefGES)

Referat Infektionsschutz (RefINS)

Referat Senioren (RefSEN)

Fachbereich Haushalt und Controlling (FbHAUCO)

Fachbereich Informatik (FbIT)

Referat IT-Fachanwendungen (RefITFA)

Referat IT-Unterrichtswesen (RefITUW)

Referat IT-Support (RefITSUP)

Referat IT-Infrastruktur und -Sicherheit (RefITSI)

Fachbereich Infrastruktur (FbINFRA)

Referat Infrastrukturzuschüsse (RefIFZ)

Referat Liegenschaften (RefLGS)

Fachbereich Jugendhilfe (FbJH)

Referat Gerichtliche Jugendhilfe und Jugendschutz (RefGJUH)

Referat Pflegerschaft und stationäre Hilfen (RefPFSH)

Referat Einvernehmliche Jugendhilfe (RefEJUH)
 Referat Verwaltung und Erstkontakte (RefERST)
 Fachbereich Justizhaus und Strafvollzug (FbJUS)
 Referat Erstberatung und Support (RefEBS)
 Referat Expertise (RefEXP)
 Referat Justizhaus (RefJUS)
 Referat Strafgefangenenbegleitung (RefSTGB)
 Fachbereich Kommunikation (FbKOM)
 Referat Empfang (RefEMPfang)
 Referat Online-Kommunikation (RefONLINE)
 Fachbereich Kultur und Jugend (FbKUJ)
 Referat Jugend (RefJUG)
 Referat Kultur (RefKULT)
 Referat Kulturerbe (RefKE)
 Fachbereich Lokale Behörden und Kanzlei (FbLBK)
 Fachbereich Pädagogik (FbPAED)
 Referat Pädagogische Erhebungen und Abkommen (RefPEA)
 Referat Pädagogische Initiativen (RefPIN)
 Fachbereich Personal und Organisation (FbPERS)
 Referat Hausorganisation (RefHO)
 Referat Personalverwaltung (RefPERSVW)
 Fachbereich Raumordnung, Wohnen und Energie (FbRAUM)
 Referat Bauanträge (RefBAU)
 Referat Regionalplanung (RefREPLA)
 Referat Umwelt (RefUMW)
 Referat Wohnen und Energie (RefWE)
 Fachbereich Sport, Medien und Tourismus (FbSMT)
 Fachbereich Außenbeziehungen und Standortentwicklung (FbSTAND)
 Referat Außenbeziehungen (RefAUBZ)
 Referat EU-Förderprogramme (RefEU)
 Referat Regionalentwicklung (RefREGION)
 Referat Standortmarketing (RefMARKE)
 Fachbereich Unterrichtspersonal (FbUP)
 Referat Lohnbuchhaltung und Sozialsekretariat im Unterrichtswesen (RefLS)
Dienst mit getrennter Geschäftsführung Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft (DGGADG)
 Fachbereich Stellenvermittlung und Betriebsberatung (FbBB)
 Referat Stellenvermittlung (RefSV)
 Referat Sozialinspektion und Arbeitsgenehmigungen (RefSIAG)
 Fachbereich Arbeitsvermittlung und sozial-berufliche Eingliederung (FbAVSBE)
 Referat Arbeitsvermittlung (RefAV)
 Referat Inklusive Beschäftigung (RefBESCH)
 Fachbereich Berufswahl und -bildung (FbBWB)
 Referat Berufsbildungsservice (RefBBS)
 Referat Arbeitsmarktqualifizierung (RefSC)
 Fachbereich Arbeitsmarktservice (FbAMS)
 Referat Kontrolle Arbeitsmarkteingliederung (RefKAME)
Dienst mit getrennter Geschäftsführung Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes

Leben (DGGDSL)

Fachbereich Eigene Dienstleistungen (FbEIGDL)
 Referat Hilfsmittel (RefHIMI)
 Referat Wohnen und Alltag (RefWOHALL)
 Referat Beihilfen (RefBEIH)
 Fachbereich Orientierung (FbORIENT)
 Referat Orientierung unter 66 Jahre (RefOU66)
 Referat Orientierung ab 66 Jahre (RefOA66)
 Referat Prozessmanagement und Erstkontakte (RefPE)
 Fachbereich Verwaltung (FbVERW)
Dienst mit getrennter Geschäftsführung Gemeinschaftszentren (DGGGZ)
 Fachbereich Finanz- und Personalverwaltung (FbFINPV)
 Referat Atelier und Herberge ViDo (RefVIDO)
 Referat Kloster Heidberg (RefKHEID)
 Referat Naturzentrum Ternell (RefTERNELL)
 Fachbereich Worriken (FbWORR)
 Referat Rezeption (RefREZ)
 Referat Sport- und Ferieninfrastrukturen (RefSFI)

Referat Sport- und Gruppenangebote (RefSGA)

Referat Küche (RefKUECHE)

Referat Unterhalt (RefUNT)

Referat Service und Raumpflege (RefSRP)

Dienst mit getrennter Geschäftsführung Medienzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft (DGGMZ)

Fachbereich Medienzentrum (FbMZ)

Referat Medienverleih (RefMVERL)

Gesehen, um dem Erlass der Regierung vom 29. Januar 2026 zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Umsetzung der Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft beigefügt zu werden.

Eupen, den 29. Januar 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH

29890

BELGISCH STAATSBLED — 02.06.2026 — MONITEUR BELGE

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[C – 2026/003895]

Bekanntmachung vorgeschrieben durch Artikel 74 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989

In seinem Urteil vom 26. März 2026, dessen Ausfertigung am 4. Mai 2026 in der Kanzlei des Gerichtshofes eingegangen ist, hat das Arbeitsgericht Eupen folgende Vorabentscheidungsfrage gestellt:

« Verstößt Artikel 6 Absatz 2 des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 23. April 1988 über die Familienleistungen gegen die Artikel 10, 11, 22bis und 23 der Belgischen Verfassung, gelesen zusammen mit den Artikeln 23 und 27 der Konvention vom 20. November 1989 über die Rechte der Kinder, genehmigt in BELGIEN durch Gesetz vom 25. November 1991 sowie Artikel 24 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union vom 12. Dezember 2007, indem er Kindern, deren Eltern sich in einer (lang andauernden) Regularisierungsprozedur aus humanitären Gründen in Anwendung von Artikel 9bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 das Recht auf Kindergeld verwehrt, so lange die Regularisierungsprozedur andauert, während Kindern ausländischer Nationalität, die sich aus anderen Gründen auf dem Gebiet des Königreichs BELGIEN befinden, dieses Recht gegeben ist ».

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 8657 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragen.

Der Kanzler,
Frank Meererschaut

Quellenverzeichnis

PARLAMENTE

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- pdg.be

Abgeordnetenkommission

- lachambre.be

Senat

- senate.be

Parlament Wallonie

- parlement-wallonie.be

Vlaams Parlement

- vlaamsparlement.be

Parlement Fédération Wallonie-Bruxelles

- pfbw.be

Parlement Bruxellois (PRB) & Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

- parlement.brussels

Parlement francophone Bruxellois

- parlementfrancophone.brussels

Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

- raadvgc.be

REGIERUNGEN

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- ostbelgienlive.be

Föderalregierung

- news.belgium.be

Belgische Nationalbank

- nbb.be/de

Vlaamse Regering

- beslissingenvlaamsegering.vlaanderen.be

Gouvernement de Wallonie

- wallonie.be/fr

Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

- gouvernement.cfwb.be

EUROPA UND REGIONALPOLITIK

Europäische Union

- consilium.europa.eu/de/european-council
- commission.europa.eu/index_de
- europarl.europa.eu/portal/de
- secure.ipex.eu/IPEXL-WEB

Europäischer Rechnungshof

- eca.europa.eu/de

Europäischer Ausschuss der Regionen (AdR)

- cor.europa.eu/de

Europarat - Kongress der Gemeinden und Regionen Europas

- coe.int/en/web/congress/home

Benelux-Parlament

- beneluxparl.eu/fr

Großregion – Gipfel und IPR

- grossregion.net
- cpi-ipr.eu

EVTZ Euregio Maas-Rhein

- euregio-mr.info/de

CALRE - Konferenz der gesetzgebenden Versammlungen der Regionen Europas

- calrenet.eu

AGEG - Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen

- aebr.eu

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

- const-court.be/de

BELGISCHES STAATSBLETT

- ejustice.just.fgov.be